

## Section de Nice

### PCF 06

Compte rendu des ateliers des 20 janvier et 20 mars.

15 camarades présents à chaque atelier.

#### Groupe de travail : « les élections européennes »

Dans le contexte difficile des élections européennes, **il importe d'abord que les propositions du Parti soient bien identifiées**. Nous faisons face, de manière générale, à un important déficit d'identification et il faut y remédier dans les mois qui viennent. Dans ce cadre, notre projet doit être percutant et articulé autour **d'une dizaine d'idées forces au maximum**. Tout militant devrait pouvoir exprimer simplement ce en quoi nos propositions se distinguent fortement de celles des autres forces politiques et tout citoyen devrait appréhender aisément ce qui caractérise essentiellement notre programme.

Sans tomber dans le travers de l'europhobie, et dans un contexte où les contraintes libérales entraînent une montée des nationalismes/régionalismes en réaction et où d'autres miseront sur le Frexit, il apparaît nécessaire de faire d'abord un **examen sans concession des aspects les plus délétères de la politique européenne actuelle**.

#### Quel est le bilan de l'activité de l'Union européenne ?

Le fonctionnement actuel de l'Union européenne est générateur de dysfonctionnements économiques et de casse sociale. Nous mettrons en évidence **les points les plus négatifs** du fonctionnement de l'UE en termes sociaux, économiques et de démocratie (il ne s'agira pas ici d'en faire une liste exhaustive, mais de marquer les esprits par cinq à six exemples dont la plupart des citoyens constatent la véracité dans leur vécu quotidien) : positionnement de la BCE vis-à-vis des banques et des états, processus d'optimisation fiscale, dumping social via les travailleurs détachés, austérité et casse des services publics, fonctionnement non démocratique de la commission européenne (et collusion inadmissible commission – banques d'affaires/agences de notation), Tafta/Canada, migrants, etc.).

Ce bilan s'accompagnera de l'établissement d'un **comparatif des votes des différents parlementaires français** sur les questions mises en exergue ci-dessus (ex : qui a voté quoi sur les travailleurs détachés ?). Ceci constituera un outil essentiel pour nous démarquer de nos adversaires et faire la démonstration que nous sommes dans une logique différente de la leur.

Cette **dénonciation forte de ce qui ne va pas dans l'Europe actuelle** ne doit pas nous faire apparaître comme anti-européens. Nous sommes **contre cette Europe-là**, mais nous sommes **pour une autre Europe**. Un constat s'impose donc : il faut changer profondément l'Europe ! Ce positionnement permettra de ne pas nous couper en particulier d'une partie de la jeunesse assez pro-européenne et qui est sensible à certains **points positifs de l'UE** (programme Erasmus, coopération scientifique et technique...); il nous différenciera aussi des souverainistes et nationalistes.

Sur cette base, et après avoir défini la visée que nous poursuivons, nous avancerons les moyens que nous proposons pour y parvenir en réorientant complètement le fonctionnement de l'UE et en supprimant par là-même les aspects délétères mentionnés plus haut.

### Quelle Europe souhaitons-nous ?

**Les propositions de la France en commun** sont toujours d'actualité, mais il faut les rendre moins touffues, plus percutantes et mieux les hiérarchiser. On ne rassemblera pas, en effet, les gens que sur le rejet de l'Europe actuelle, mais sur un contenu, en redonnant du sens à l'Europe ; nos propositions seront autant de correctifs aux dysfonctionnements et excès dénoncés plus haut.

Nous proposons de plus de :

- **renforcer l'idée du recours au référendum** pour toutes les questions cruciales, afin de remettre les citoyens au cœur du processus décisionnel, dont ils sont à l'heure actuelle cruellement écartés ;

- **remettre à l'honneur l'internationalisme** face au mondialisme pour éviter l'écueil souverainiste de gauche et éviter PCF = FN (comme on a pu l'entendre sur le traité constitutionnel européen) ;

- **réfléchir à des alternatives ou des compléments d'unions**. Le cadre européen est-il pertinent ? Arc Méditerranéen ? Liens avec l'Amérique du Sud ou avec l'Afrique Noire ? Insister sur la Francophonie (le français devenant la 3ème langue la plus parlée au monde) ?

### Quels moyens nous donnons-nous pour y arriver ?

Notre projet est-il réalisable dans le cadre actuel européen ? Il serait bon de créer un **document synthétique sur qui fait quoi dans les institutions** (rôle et pouvoir du parlement, de la commission ou du conseil) car peu de monde le sait, et de rappeler le poids réel (et non fantasmé) de décisions européennes sur les lois nationales. **Quels moyens avons-nous sans changer les institutions ?** L'Europe est-elle réformable actuellement, avec les règles d'unanimité, ou à la lecture de ce qui s'est passé en Grèce ?

Nous arrivons ainsi à un point crucial : **jusqu'où sommes-nous prêts à aller ?** Doit-on définir un point de rupture ? Sommes-nous prêts à remettre en cause la dette (ne pas la payer) ? Il nous faut éviter l'écueil du raisonnement suivant : « vos idées sont bonnes, mais vous ne pourrez jamais les mettre en œuvre ! ». Le **concept de plan B** a été avancé par d'autres. Est-ce que c'est une bonne idée ? Nous pensons qu'en plus de notre projet, nous devrions proposer un plan B (qui n'est pas forcément un Frexit, une sortie de l'Europe).

Dans ce contexte, il apparaît indispensable de travailler sur l'Euro qui reste un répulsif pour beaucoup de gens (classes modestes ou moyennes). **Être dans la zone euro est-il indispensable ?** Au moment de Maastricht, le PCF avait un **projet de double monnaie** (Monnaie commune/Monnaie unique). **Pourquoi ce projet a-t-il disparu ?** Ne serait-il pas pertinent de le réactualiser comme un outil potentiel face au carcan européen ?

### Quelle stratégie adoptons-nous ?

Pour que nos propositions reçoivent le plus grand assentiment possible, quelle est la meilleure stratégie possible ? Nous ne retenons pas l'idée d'une liste PCF *sensu stricto*, qui nous isolerait des autres forces alternatives. Nous devons au contraire faire tous les efforts pour **construire la liste la plus large possible des véritables forces alternatives qui veulent aussi changer l'Europe**. Dans cette optique, la recherche d'un « plus petit dénominateur commun » apparaît incontournable. Nous devons donc rapidement définir ce qui nous apparaît essentiel et « non négociable ». La question du nucléaire sera l'objet, dans ce cadre, d'un examen approfondi.

Pour donner plus de force et de crédibilité à notre argumentation, l'hypothèse d'une **liste transnationale** paraît porteuse d'avenir. Nous ne méconnaissons pas le problème de la tête de liste (vu le problème que peut poser le cas Tsipras), mais cette difficulté doit pouvoir être surmontée.

Nous proposons également de lancer deux campagnes pour :

- dénoncer l'organisation de la future campagne électorale, qui est un parfait déni de démocratie ;
- appeler, dès septembre, à l'inscription sur les listes électorales.